

# Est-on condamné à ne jamais pouvoir sortir de cette Europe anti-sociale et anti-laïque ?

Ça va mal. Les fins de mois sont de plus en plus difficiles et le travail une denrée qui se raréfie. L'euro cher met un coup de frein à nos productions et exportations. La retraite prend de plus en plus la forme d'un miroir aux alouettes et la protection de la santé devient un luxe réservé aux riches. Nos industries prennent le maquis en Chine ou dans les pays de l'Est. Nos services téléphoniques au Maroc. Pendant ce temps des centaines d'agriculteurs mettent la clé sous la porte, grâce à la PAC qui engraisse les gros et tue les petits. Pendant ce temps, le prix des matières premières, qui se font rares, explose. Pendant ce temps, notre Assemblée Nationale se contente d'être la chambre d'enregistrement des desiderata de Bruxelles. Pendant ce temps, le Cour de Justice de la Haye invalide les jugements des tribunaux nationaux. Pendant ce temps, des députés français osent, dans le saint des saints de la République française, l'Assemblée nationale, parler patois, pour revendiquer le droit de ne plus parler français en France, comme la Charte européenne des langues régionales les y autoriserait si elle était ratifiée ...

Et, à tout cela, un dénominateur commun, qui ne s'appelle pas récession ni crise économique, jamais la France n'a été si riche – et la redistribution des richesses si injuste. Qui nous empêche d'investir dans la recherche ? Qui nous empêche d'investir dans l'éducation ? La B.C.E. et sa rigueur budgétaire. Qui nous impose de supprimer les services publics et de les remplacer par des entreprises privées qui remportent les marchés en tirant sur les salaires de leurs employés ? La B.C.E. et sa rigueur budgétaire. Qui a décidé de développer

les agro-carburants, aux dépens de la terre cultivable et des productions vivrières, pour le plus grand bénéfice des Monsanto et compagnie ? Bruxelles. Qui impose aux députés français de voter la loi sur les OGM, faute de quoi la France serait tenue de payer une amende de 50 millions d'euros sans compter les pénalités de retard ? (1) Bruxelles ... Qui soutient la Halde dans ses revendications communautaristes pour justifier le droit à toutes les différences, sur une conception anglo-saxonne de la société, voulant mettre à bas les principes laïques ? Encore et toujours Bruxelles !